Zeitschrift: NIKE-Bulletin
Herausgeber: Nationale Informationsstelle zum Kulturerbe
Band: 38 (2023)
Heft: 4

Rubrik: Aspekte

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Protéger la liberté artistique de créer

Par Julie Gaudio, journaliste, julie.gaudio@journaldujura.ch

La Déclaration de Mondiacult 2022, approuvée par 150 États en septembre de cette même année, a mis en avant le rôle central des droits culturels. Alexandra Xanthaki, la rapporteuse spéciale des Nations Unies dans ce domaine, explique en quoi la protection des artistes demeure aussi importante que celle de l'accès à la culture.

Comment définir les droits culturels ?

ALEXANDRA XANTHAKI : Les droits culturels protègent le droit de chaque personne, individuellement et en communauté avec d'autres, de développer et d'exprimer leur humanité, leur vision du monde et le sens qu'ils donnent à leur existence et à leur développement. Ceci à travers, entre autres, les valeurs, les croyances, les convictions, les langues, les connaissances et les arts, les institutions et les modes de vie. Les droits culturels protègent également l'accès aux patrimoines et aux ressources qui permettent ces processus d'identification.

La Conférence mondiale sur les politiques culturelles et le développement durable – Mondiacult – de septembre 2022 a débouché sur une Déclaration pour la culture qui intègre les droits culturels. Qu'apporte-t-elle ?

La première Déclaration de Mondiacult 1982 était vraiment importante, car elle a établi une large compréhension de ce qu'est la culture. Celle-ci a pris un sens plus anthropologique et a commencé à être considérée au-delà du patrimoine au sens strict. Cette définition a été confirmée et renforcée par la Déclaration de 2022, qui a apporté une approche plus globale encore. Les Etats s'engagent à ne plus seulement protéger l'accès à la culture, mais aussi le droit pour les populations d'y participer. L'autre aspect important pour moi est la mise en lumière des droits culturels dont nous parlons peu, en comparaison des droits sociaux et économiques.

La notion de droits culturels inclut également la protection des artistes/praticiens de la culture. Qu'est-ce que cela signifie ?

Protéger les artistes, c'est encourager leur liberté de créer et de rêver sans qu'ils rencontrent le moindre obstacle. En Iran et en Afghanistan, des individus meurent parce qu'ils ont créé des chansons. Dans ces deux cas, il s'agit clairement d'une violation des droits culturels. La protection des praticiens de la culture signifie en outre leur donner la sécurité financière de s'exprimer et de maintenir et transmettre leurs savoir-faire. Or, certains pays européens refusent des subventions à ceux qui s'expriment sur certains sujets. Cette liberté de création ne doit pas être reconnue seulement aux artistes professionnels, mais à tout le monde, et commence à l'école.

Depuis la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan en 2021, les musiciens sont priés de se taire. La dernière fois que le groupe militant a dirigé le pays, à la fin des années 1990, il a carrément interdit la musique.
© Keystone

Quels pouvoirs avez-vous en cas de violation ?

Les artistes et praticiens concernés nous contactent pour dénoncer leurs autorités. Nous entrons d'abord confidentiellement en dialogue avec les États. Après deux mois, ce dialogue est rendu public. Dans les cas les plus urgents ou graves, nous dénonçons publiquement les violations des droits culturels qui ont cours dans leur pays.

En quoi l'arrivée du numérique bouleverse-t-elle les droits culturels ?

Dans la mesure où les nouvelles technologies de la communication répandent le savoir et encouragent la créativité, elles constituent un excellent progrès. Toutefois, les grandes compagnies qui les contrôlent – Netflix, Facebook, Amazon, Google, etc. – ont tendance à diffuser uniquement les productions culturelles « grand public ». Ainsi, au Québec, les actrices et acteurs de l'industrie cinématographique francophone se plaignent de ne pas être suffisamment promus par les plateformes de streaming en ligne.

Alexandra Xanthaki, rapporteuse spéciale des Nations Unies dans le domaine des droits culturels.

En temps de guerre, comment les droits culturels peuvent-ils être protégés ?

Lors d'un conflit armé, tous les droits culturels sont très souvent bafoués. Mais, en 2016, la Cour pénale internationale (CPI) a condamné à neuf ans de prison le Malien Ahmad Al-Faqi Al-Mahdi pour son rôle dans la destruction de monuments historiques et religieux à Tombouctou, au Mali, lors du conflit qui a secoué ce pays en 2012 et 2013. Ce procès est très important, car depuis lors, nous savons que la destruction intentionnelle du patrimoine culturel peut conduire à une condamnation par la CPI, ce qui renforce la protection des droits culturels liés aux patrimoines.

Dans les zones de conflits armés, l'Unesco travaille activement pour la protection du patrimoine. Comment collaborez-vous avec l'organisation et en quoi votre travail est-il différent ?

L'Unesco protège les patrimoines matériels (les monuments et sites naturels) et immatériels (les traditions) du monde. Mon mandat dépend du Conseil des droits de l'homme et non de l'Unesco, mais je collabore étroitement avec eux. En Ukraine par exemple, l'organisation alerte sur la destruction du patrimoine de Marioupol par la Russie. De mon côté, je sensibilise les Etats à la manière dont cette destruction affecte l'identité du peuple ukrainien. N'oublions pas que la Russie a lancé sa guerre en 2022 aussi parce qu'elle ne considère pas l'Ukraine comme un pays indépendant. Cela constitue un déni total des droits culturels des Ukrainiens.

Finalement, comment promouvoir davantage les droits culturels ?

Ma mission consiste à rendre visibles les droits culturels, au même titre que tous les autres droits humains. Les droits culturels ne figurent pas parmi les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 de l'ONU et leur protection ne constitue pas la priorité des Etats. Je m'emploie à ce que cela change dans le futur. Mon autre objectif est de promouvoir l'expression des cultures, et non d'une culture en particulier, et cela, sans discrimination de genre ou de catégorie sociale.

Wie steht es um die Helvetia audiovisualis?

Von Cécile Vilas, Direktorin Memoriav, cecile.vilas@memoriav.ch

Das audiovisuelle Kulturerbe ist ein fragiler Teil unserer Erinnerungskultur. Es braucht Strukturen und Know-how, um es zu erhalten und zugänglich zu machen. Ein Inventarprojekt von Memoriav verschafft in Zusammenarbeit mit den Kantonen einen Überblick über die audiovisuelle Schweiz.

Rund dreissig Jahre nachdem die Schweiz erste Massnahmen ergriff, um gefährdete Fotografien, Filme, Ton- und Videodokumente zu retten und nachhaltig zu erhalten, stellt sich die Frage, wie es heute um das audiovisuelle Kulturerbe der Schweiz bestellt ist. Eine der wichtigsten Massnahmen, die in den 1990er-Jahren beschlossen wurden, war die Gründung von Memoriav. Für Museen, Archive und Bibliotheken hat Memoriav Erhaltungskompetenzen aufgebaut, Wissen vermittelt und zahlreiche gemeinsame Erhaltungsprojekte durchgeführt. Die Digitalisierung ist im letzten Vierteljahrhundert zentral geworden, aber auch andere Aspekte wie die kulturelle Teilhabe sind dazugekommen. Grosse nationale Institutionen haben ihre Kompetenzen im Bereich audiovisueller Konservierung verbessert, gleichzeitig stellt Memoriav anhand der Fördergesuche immer wieder fest, dass sich audiovisuelles Kulturgut praktisch überall befindet und eine grosse Diversität aufzeigt. Als Beispiele können Foto- und Videoprojekte genannt werden, die die sozialen Bewegungen der 1980er-Jahre dokumentieren. Anfragen hierzu kommen nicht aus Museen oder Archiven, sondern von den damaligen Produzentinnen und Gruppierungen.

Walliser Trouvaille: Dank der Aufmerksamkeit einer Privatperson blieb ein Film erhalten, der 1914 zur Bewerbung der Furkabahn erstellt wurde. Er kam im Rahmen des Inventarprojekts von Memoriav wieder zum Vorschein und wurde digitalisiert. Im Bild der Bahnhof Brig.
© Privatarchiv Willy Lohri

Eine audiovisuelle Gesamtschau

Im Auftrag des Bundesamts für Kultur hat Memoriav 2020 ein schweizweites Inventarprojekt lanciert, das aufzeigen soll, wo sich audiovisuelles Kulturgut – noch – befindet und in welchem Zustand die Materialien sind. Memoriav interessiert sich aber auch für die gesetzlichen Grundlagen und die Zuständigkeiten in den Kantonen.

Das Projekt wird pro Kanton durchgeführt, und es erfasst die Gesamtheit der audiovisuellen Medientypen (d. h. Fotografie, Film, Ton- und Videodokumente). Die Kantone, ihre Kulturdepartemente sowie die grossen Gedächtnisinstitutionen (Staatsarchive, Kantonsbibliotheken oder Museen) sind die Ansprechpartner von Memoriav. Jeweils eine dieser Institutionen soll die kantonale Projektleitung übernehmen. So ist das Projekt – vor allem das Anliegen der Befragung – im Kanton bestens verankert. Gemeinsam mit der kantonalen Leitung sowie einer für die operative Arbeit zuständigen Person, «Scout» genannt, lanciert Memoriav das Projekt. Der Name «Scout» ist nicht zufällig gewählt, gilt es doch im ersten Schritt, für die Befragung ein breites Netzwerk aufzubauen. Nicht nur grössere Institutionen stehen im Fokus, sondern auch kleine Museen, Kulturarchive, kirchliche Institutionen, Firmen sowie Privatpersonen mit grossen Sammlungen (z. B. Fotografenfamilien).

Bei der Inventarisierung geht es nicht um eine detaillierte Katalogisierung, sondern um eine Erfassung des Medientyps, der Menge, des Erhaltungszustands sowie der eventuellen Erschliessung und Thematik.

Start im Wallis und im Aargau

Das Pilotprojekt wurde in den Kantonen Wallis und Aargau initiiert. Während der Kanton Wallis mit der Médiathèque Valais-Martigny über eine Institution mit weit zurückreichender audiovisueller Kompetenz und kantonalem Sammelauftrag verfügt, erarbeitet der Kanton Aargau derzeit seine audiovisuelle Strategie. In beiden Kantonen war eine vertiefte Kenntnis der audiovisuellen Landschaft sehr erwünscht. Neue Bestände, ja sogar hochinteressante Trouvaillen wurden erfasst und gingen teilweise bereits an spezialisierte Institutionen über. Eine Erkenntnis war aber auch, dass die Sensibilisierung für das audiovisuelle Kulturgut und zielgruppenspezifische Weiterbildungsangebote, die im Sinne der kulturellen Teilhabe eine breite Mitwirkung beinhalten, immer zentraler werden.

2022 startete das Hauptprojekt in den beiden Kantonen Appenzell. Seither konnten total 15 Kantone für das Projekt gewonnen werden, mit weiteren laufen die Verhandlungen. Die Bandbreite der angefragten Institutionen ist gross: nebst den bekannten Kulturadressen werden Vereine, Firmen oder Sammlerinnen und Sammler angefragt. Oft ergeben sich auch im Rahmen der aktiv gepflegten Medienarbeit wertvolle Kontakte. Ergänzt wird die Befragung mit Experteninterviews. Der Fokus liegt auf den in den jeweiligen Kantonen vorhanden Strukturen, Kooperationen und gesetzlichen Grundlagen, welche die Erhaltung des audiovisuellen Kulturguts ermöglichen.

Schnell auf neue Erkenntnisse reagiert

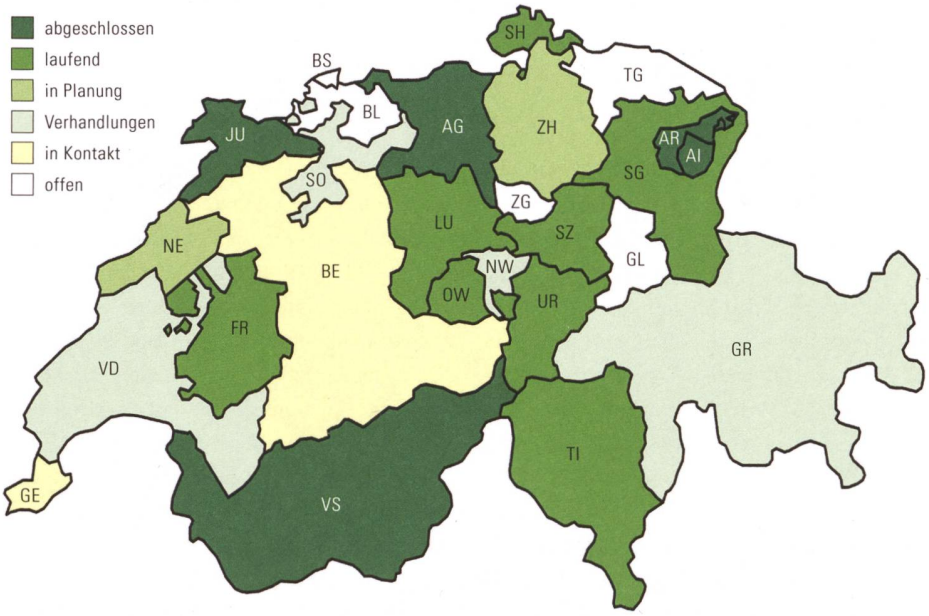
Aufgrund der ersten Resultate des Inventarprojekts hat Memoriav die Typologie seiner Projektunterstützungen erweitert. So werden seit 2022 neue Förderkategorien angeboten, damit auch kleinere Institutionen beispielsweise bei einem Planungsprojekt Unterstützung beantragen können.[1]

Die Resultate werden im «Scout-Bericht» ausgewertet und kommentiert und gegebenenfalls werden Empfehlungen daraus formuliert. Einige Themenbereiche aus der Befragung werden zudem für die Memobase aufbereitet und dort zeitgemäss visualisiert. Schliesslich wird Memoriav die Resultate aus der Befragung und den Interviews in einer Synthese zusammenfassen und auf seiner Website publizieren.

Mit diesem Inventarprojekt trägt Memoriav zu einer erhöhten Transparenz der aktuellen audiovisuellen Schweiz bei: Ihre Schätze, aber auch ihre Herausforderungen und zukünftig notwendige Massnahmen werden damit besser sichtbar. Damit leistet Memoriav einen wertvollen Beitrag zu den strategischen Überlegungen rund um das Kulturerbe.

www.memoriav.ch, www.memobase.ch

1 memoriav.ch/de/projekte/kleinere-projekte/

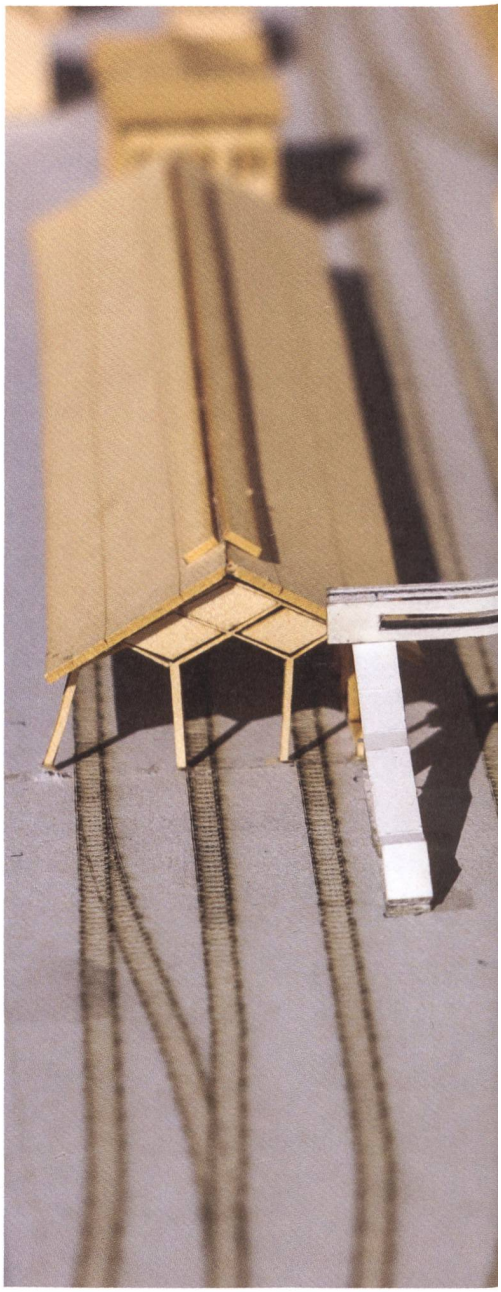


Stand des Inventarprojekts in den Kantonen (August 2023).
© Memoriav

Kleine Reparatur mit grosser Wirkung

Von Simon Koller, Vorstandsmitglied HECH, koller.simon@bluewin.ch

Auf dem Gelände des Dampfbahn-Vereins Zürcher Oberland in Bauma werden Zeugen aus der Bahngeschichte repariert und wiederverwendet. Das Depotareal an der Töss wird neu erschlossen und funktional wie denkmalpflegerisch aufgewertet.



Das Tösstal liegt im Osten des Kantons Zürich und prägte in seiner geographischen Ausbreitung Leben und Entwicklung bis in die Stadt Winterthur hinein. 1876 wurde die Eisenbahnverbindung zwischen Winterthur und Rapperswil (Wald) fertiggestellt. Im Tal herrschte reges Treiben und die Dampfbahn transportierte fleissig Güter. 1951 wurde die Bahnlinie elektrifiziert. 1972 legten die SBB auf der Strecke Bauma–Bäretswil–Hinwil den Bahnverkehr still. Die Strecke nicht zurückzubauen, war vorausschauend. Es eröffnete die Chance für ein Jahrzehnte währendes Projekt. Freiwillige reparierten historisches Rollmaterial, sodass 1974 der Dampfbahn-Verein Zürcher Oberland (DVZO) mit eigenen «Tigerli» (Dampflokomotive E 3/3) der Lokomotivfabrik Winterthur erste Fahrten von Hinwil nach Pfäffikon (ZH) durchführen konnte.

Baukulturerbe in Bauma wiederbelebt

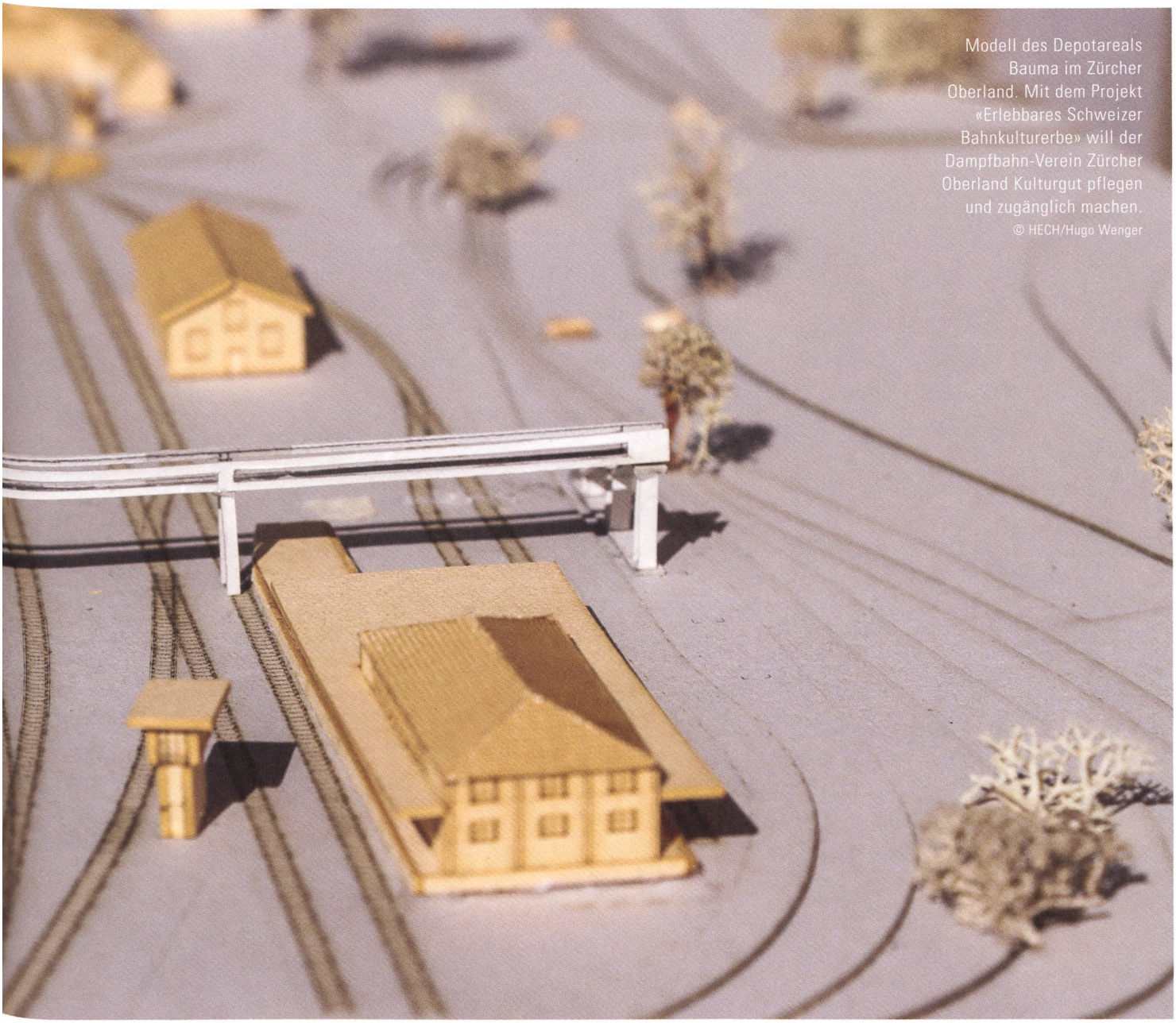
Seit seiner Gründung 1969 setzt der DVZO alles daran, Elemente und Meilensteine der Schweizer Eisenbahngeschichte zu erhalten. Bis heute wurden viele Reparaturen und einige Wiederinbetriebnahmen realisiert. Als augenfälligste Zeitzeugin steht in Bauma eine der beiden Gleishallen des Basler Bahnhofs von 1860 mit mehr als 100 Metern Länge und 19 Metern Breite. Dieses Geschenk der SBB an den DVZO musste allerdings zuerst repariert, für die nächsten Jahrzehnte fit gemacht werden und ein Fundament bekommen. Die Halle wurde 2014 zum Kulturdenkmal von nationaler Bedeutung erklärt. So startete 2015 mit der Aufrichte der historischen Bahnhofshalle ein wunderbares Baudenkmal neu.

Rückblickend ein wahres Geschenk, konnte die ursprüngliche Gebäudehülle auch unter denkmalpflegerischer Aufsicht sicherheitskonform neu positioniert werden. Ueli Oettli, damaliger Bauleiter für dieses Vorhaben in Bauma, hat dazu geschrieben: «Wir leben in einer Wegwerfgesellschaft. Dass die altehrwürdige Basler Bahnhofshalle nicht dazugehört und in Bauma eine neue Heimat gefunden hat, freut mich sehr. (…) Alles, was lebt, hat einen Wert.»

2015 rettete der DVZO eine der ältesten Drehscheiben der Schweiz in Oerlikon. Fein säuberlich zerlegt wartet dieses Eisenbahn-Standardbauwerk auf seinen neuen Einsatz in Bauma. Man stelle sich zum Beispiel einen restaurierten Buffetwagen auf der historischen Drehscheibe vor – ein Eisenbahndrehrestaurant! Seien es nun Wasserkräne, Portalkräne, Wärterhäuschen, Passerellen oder ein Stellwerk – sorgsam repariert und in einem neuen Umfeld wiederverwendet sind es ausdrucksstarke Zeitzeugen längst vergangener Tage.

Bahnbauten aus verschiedenen Epochen vereint

Nicht nur Geräte, Gebäulichkeiten, Loks, Wagen und Einrichtungen werden repariert, sondern auch die Landschaft. Unter dem



Modell des Depotareals Bauma im Zürcher Oberland. Mit dem Projekt «Erlebbares Schweizer Bahnkulturerbe» will der Dampfbahn-Verein Zürcher Oberland Kulturgut pflegen und zugänglich machen.
© HECH/Hugo Wenger

Titel «Depotareal Bauma 2020» entsteht in enger Wechselwirkung verschiedener Akteure eine spannende Natur-, Erholungs- und Erlebnislandschaft. Der Kanton Zürich wird die Töss revitalisieren. Sie war einst ein mäandrierender Fluss, der die Talsohle durchstrich. Je nach Wassermenge überschwemmte die Töss die angrenzenden Flächen oder zog sich in den Untergrund zurück. Die kleinen Siedlungen (Wachten) konzentrierten sich zunächst auf geschützte Anhöhen. Erst die Industrialisierung erzwang die Besiedlung der Talsohle und damit die Kanalisierung des Flusses. Entlang des Bahnhofs Bauma soll nun die Töss aus ihrem kanalisierten und befestigten Lauf befreit und der ursprüngliche Charakter des Flusses teilweise wiederhergestellt werden. Gleichwohl wird die Hochwassersicherheit gewährleistet.

Die SBB werden den denkmalgeschützten Güterschuppen von Zürich-Wollishofen nach Bauma zügeln, eine Wagenwerkstatt sowie etliche Kleingebäude werden das Areal bereichern. Der DVZO wird seine stehenden und rollenden Kulturgüter in die «Gesamtüberbauung» mit einfliessen lassen.

Werte erhalten, Wert schaffen

Mit dem Projekt wird Bauma zu einer Drehscheibe für Eisenbahn-Enthusiasten, Kulturgut-Begeisterte und Naturliebhaber. Reparieren und Wiederverwenden – so lautete das Motto der diesjährigen Denkmaltage. In Bauma entsteht unter diesem Grundgedanken ein Naherholungsgebiet in und um eine kulturhistorische Stätte. Kann mit einer Reparatur einer Gegenständlichkeit Leben zurückgebracht werden und nutzt man das dann auch, dann entsteht Wert.

www.depotareal.ch

Architektur, Planung und Design unter dem Weihnachtsbaum
Verschenken Sie ein Jahresabo von Hochparterre zum Sonderpreis von Fr. 172.–
www.hochparterre.ch/weihnachten

HOCH
PART
ERRE